

Code apporteur :

A chaque question nécessitant une réponse Oui ou Non merci de cocher la case correspondante.

Conformément à l'article 27 de la loi du 6 Janvier 1978 N° 78.17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le proposant peut demander à l'assureur, communication, rectification de toute information le concernant qui figurerait sur tout fichier à usage de la société.

### Identification du proposant

Nom (ou raison sociale) : .....

Adresse : .....

.....

.....

Code NAF : .....

Adresse du site Internet : .....

Superficie des locaux : .....

Valeur du contenu : .....

Date de création ou début d'activité : .....

Groupe d'appartenance : .....

.....

### Description des activités

Si possible joindre une plaquette de présentation de la société .....

.....

.....

.....

Manifestations historiques et/ou culturelles (détail) ..... % du CA .....

.....

Manifestations artistiques (détail) ..... % du CA .....

.....

Manifestations sportives (détail) ..... % du CA .....

.....

Congrès, conférences, séminaires, colloques, conventions (détail) ..... % du CA .....

.....

Animations commerciales, tournées promotionnelles (détail) ..... % du CA .....

.....

Lancement de produits (détail) ..... % du CA .....

.....

Autres (détail) ..... % du CA .....

.....

**Principaux clients**

Nom des clients

Nature de la prestation

.....

.....

.....

.....

.....

S'agit-il d'une clientèle spécialisée ?  Oui  Non

Si oui, dans quel domaine .....

.....

Existe-t-il des cahiers des charges, des conventions types, des usages professionnels ?  Oui  Non

Si oui, les joindre

Êtes-vous amenés à insérer ou à accepter dans vos contrats des clauses extensives ou limitatives de responsabilité, à accepter ou à imposer des clauses de renonciation à recours ?  Oui  Non

Si oui, préciser (*joindre des exemples*) .....

.....

**Garanties optionnelles**

Des prestations liées à l'accueil sont-elles effectuées directement par le proposant ?

- Réservation de billets de transport (*préciser la nature des titres de transport*) :  Oui  Non
- Réservation d'hôtels, délivrance de bons d'hébergement ou de restauration  Oui  Non
- Activités annexes (*tourisme, spectacles, ...*) :  Oui  Non
- Vente de forfaits touristiques  Oui  Non

A ce titre êtes vous titulaire d'une licence, d'un agrément, d'une autorisation, d'une habilitation délivrée par l'autorité administrative conformément à la Loi n° 92-645 du 13/07/1992  Oui  Non

Si oui, en préciser le n° et la date d'obtention : .....

.....

.....

Des produits alimentaires ou autres sont-ils fournis, distribués ou vendus pendant les manifestations ?

Oui  Non

préciser :

- La nature des produits .....
- L'origine des produits .....

Des tribunes, passerelles, gradins, démontables ou fixes, mais NON construites en matériaux durs, chapiteaux, structures gonflables, tentes sont-ils utilisés ?  Oui  Non

Si possible préciser :

- Le type et la capacité .....
- La périodicité de l'utilisation .....

**Propriété du proposant :**

Le proposant est-il amené à effectuer des actions de communication relatives aux manifestations qu'il organise ?

Oui  Non

Création et diffusion

- D'affiches :  Oui  Non
- De programmes :  Oui  Non
- D'invitations :  Oui  Non
- Communiqués de presse :  Oui  Non
- Autres ( préciser ) .....

Le proposant peut-il être amené à organiser des manifestations sur la voie publique et/ou lieu ouvert à la circulation ?

Oui  Non

- Avec participation de véhicules terrestres à moteur  Oui  Non
- Avec tir de feux d'artifice, effets spéciaux  Oui  Non
- Avec " lâchés " d'animaux  Oui  Non

Le proposant souhaite t-il souscrire les garanties :

- Vestiaires ?  Oui  Non
- Personnel d'Etat mis à disposition ?  Oui  Non
- Biens mis à disposition incendie, explosions, action de l'eau ?  Oui  Non
- Autres dommages ?  Oui  Non

Si oui , donner des précisions sur ces locaux généralement utilisés et leur contenu

.....  
.....

**Eléments complémentaires**

Montant des salaires bruts versés au cours des douze derniers mois : .....

Montant du chiffre d'affaires réalisé

En France

En dehors de France

- Exercice précédent

.....

- Exercice en cours

.....

- Prévisions pour le prochain exercice

.....

L'entreprise a t'elle fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire :  Oui  Non

Date du jugement : .....

Durée de la procédure : .....

Situation actuelle : .....

Le proposant fait-il appel à des sous-traitants ou des prestataires de service ?  Oui  Non

Si oui, quels sont ses critères de sélection ?.....  
.....

Tous recours sont-ils maintenus contre eux ?  Oui  Non

Et leurs assureurs ?  Oui  Non

Est-il effectué des contrôles sur leurs travaux ?  Oui  Non

Vérifiez-vous que les sous-traitants sont couverts par un contrat d'assurance R.C Exploitation, après Livraison, après Travaux et R.C Professionnelle ?  Oui  Non

## Antécédents du risque

Pour chacune des CINQ dernières années, remplir le tableau ci-dessous :

Année	Nombre de Réclamations	Montant réglé	Montant des suspens	Nature et circonstances

Pour tout sinistre d'un montant supérieur à 1 525 £, donner les détails sur la nature et les circonstances du ou des sinistres par une note que vous joindrez au présent questionnaire.

Des mesures ont-elles été prises pour éviter le renouvellement de sinistres de même nature que ceux déjà survenus ?

Oui  Non

Si oui, lesquelles ? .....  
.....

Le proposant a-t-il connaissance d'autres événements ou circonstances pouvant donner lieu dans l'avenir à la mise en jeu de l'éventuel contrat ?  Oui  Non

Si oui, fournir les détails : .....  
.....  
.....

Nombre d'accidents du travail ou maladie professionnelles depuis cinq ans : .....  
.....

## Situation d'assurance

Étiez-vous assuré pour les risques dont vous demandez la garantie ?  Oui  Non

Si non, pourquoi ? .....  
.....

Assureur actuel : .....

N° de police : .....

Montants de garantie : .....

Tarification : .....

Étiez-vous titulaire d'un contrat de même nature ayant fait l'objet, de la part du précédent assureur, d'une résiliation au cours des 12 derniers mois ?

pour sinistre :  Oui  Non

pour non paiement de prime :  Oui  Non

Motifs du changement d'assureur .....

Nous vous remercions du soin apporté à remplir ce formulaire et à le compléter suivant vos propres besoins.

Vous certifiez exactes les déclarations du présent formulaire qui pourront constituer la base d'un contrat d'assurance et reconnaissez avoir connaissance du texte des articles L. 113-8 et L. 113-9 du Code des assurances repris ci-après.

Vous vous engagez à nous déclarer tout élément susceptible de modifier notre appréciation du risque et qui surviendrait postérieurement à la remise du présent formulaire, notamment tout événement susceptible de mettre en jeu les garanties de l'éventuel contrat.

Fait à ....., le .....

Signature du proposant : Faire précéder la signature de "lu et approuvé" et apposer le cachet du proposant

#### Extraits du Code des Assurances :

##### Article L. 113-8

Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'Article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'Assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'Assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'Assuré a été sans influence sur le sinistre. Les primes payées demeurent alors acquises à l'Assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

##### Article L. 113-9

L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'Assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

Si elle est constatée avant tout sinistre, l'Assureur a le droit de maintenir le contrat, moyennant soit une augmentation de prime acceptée par l'Assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'Assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus. Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

Nous recueillons vos données personnelles et les utilisons pour la gestion de cette demande. Elles sont destinées prioritairement à Carene assurances, ses services et partenaires. Vos informations personnelles nous aident à mieux vous connaître et ainsi à vous proposer des solutions et services qui correspondent à vos demandes. Nous les conserverons tout au long de notre relations commerciale et au-delà pendant le délai de prescription. Vous gardez bien sûr la possibilité d'y accéder, de demander leur modification, rectification, portabilité ou effacement et de vous opposer à leur utilisation. Vous pouvez également prendre contact avec le responsable des données personnelles pour toute information ou contestation (loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978). Pour cela, il vous suffit d'adresser une demande écrite, par courrier à DPO - Carene assurances – 92 rue de Richelieu - 75002 Paris, par e-mail à : dpo@carene.fr. Vous pouvez également vous adresser à la CNIL. Le ciblage des offres commerciales peut être automatisé et basé sur votre profil. Protéger nos clients et nous protéger nous-mêmes est au cœur de la politique de maîtrise des risques de Carene assurances et de ses partenaires et de la lutte anti-fraude. Aussi, nous gardons la possibilité de vérifier ces informations et de saisir, si nécessaire, les autorités compétentes.

**Mandat d'étude, de placement et de confidentialité**

Je soussigné, .....

Agissant en qualité de .....

Donne mandat à Carene assurances pour l'étude et dans le cas de votre accord, la mise en place des garanties suivantes :

- **Responsabilité civile et professionnelle**

Ce mandat porte accord de confidentialité réciproque pour l'ensemble des données échangées.

Ce mandat remplace tout mandat antérieur.

Fait à ....., le .....

Signature et cachet :